

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 108

LE NUMERO :

19 juillet - 1^{er} août 1971

0,50 F

LA PROVOCATION

Dès que se dessine une agitation quelconque, il est devenu de règle, pour ceux qui s'affirment les défenseurs des ouvriers et les champions du socialisme, de mettre en garde les travailleurs contre tout "acte irresponsable" et de condamner par avance leurs possibles "excès". A les entendre, une menace sourde pèse sur toute la société et compte bien plus que l'issue sociale des conflits qui la déchirent. Ce "mal mystérieux" les intéressés n'en cachent pas le nom : c'est la provocation.

Ce n'est pas par hasard que ce terme a conquis droit de cité dans le langage politique durant ces dix dernières années. Pendant cette courte période, le capitalisme a, tout à la fois, atteint des records de production hallucinants et accusé ses premiers symptômes de crise, corrompu des catégories entières de salariés et créé pour d'autres une situation intenable, généralisé l'opulence à côté de la misère, en un mot imposé à toute la société un mode de vie si totalitaire et si étouffant que la violence peut à tout instant y éclater.

En présence de cette menace, la bourgeoisie capitaliste et l'opportunisme ouvrier ont exactement le même réflexe qui consiste à défendre l'ordre du capital contre les troubles que le capital a lui-même engendrés. L'arme de la bourgeoisie, c'est la police, la matraque et bientôt le véhicule blindé de gendarmerie. L'arme de l'opportunisme c'est la propagation intensive, parmi les exploités, du soupçon, de la méfiance, de la peur. Qu'il s'agisse d'une grève sérieuse ou d'une incartade de lycéens, le même avertissement glacé tombe de sa bouche : gare aux provocateurs !

Ce cri de panique, qui ne rencontre que trop d'échos dans une masse ouvrière divisée, désembrée et depuis longtemps sevrée de toute perspective d'émancipation, poursuit un but bien précis : jeter le discrédit sur la véritable lutte de classe. C'est une manœuvre criminelle qui désarme à l'avance le prolétariat contre l'offensive capitaliste et dont il faut inlassablement démasquer l'hypocrisie et la trahison.

**

Eventons d'abord le prétexte qu'elle invoque. La provocation, au sens vrai du terme, n'est qu'une arme parmi les autres dans l'arsenal coercitif de l'Etat bourgeois. Misant sur "l'affrontement" afin de justifier la répression policière, elle vise en général à faire éclater les heurts sociaux avant que le prolétariat y soit préparé. Si c'est une nécessité, pour le parti de la classe ouvrière, de déjouer une telle manœuvre, il ne peut le faire que dans une perspective révolutionnaire, avec le but de préserver et regrouper les forces sociales en vue d'autres combats déclenchés dans de meilleures conditions.

Ainsi les bolchevicks, en juillet 1917, durent-ils contenir la révolte populaire, conserver à sa manifestation un caractère légal : dans la Russie semi-féodale le prolétariat ne pouvait accepter le combat décisif sans s'être préalablement assuré l'appui de la paysannerie. Mais la meilleure preuve que cette prudence n'avait rien de commun avec celle qu'affectent aujourd'hui le P.C.F. et la C.G.T., on la trouve dans l'assaut victorieux d'Octobre 1917 et la dissolution par les bolchevicks de l'Assemblée constituante, c'est-à-dire de l'organisme parlementaire qui, pour Marchais et Ségué, est sacro-saint ! Il s'agissait donc, de la part du parti de Lénine, d'une tactique, mais d'une tactique révolutionnaire : celle qui consiste à choisir le

moment et le lieu de la bataille au lieu de les subir.

Les mobiles des Marchais et Ségué sont tout à fait différents lorsqu'ils invoquent à tout propos et hors de propos la "provocation". Il suffit pour s'en convaincre de voir pour quelle raison ils rejettent jusqu'à l'idée d'une crise sociale actuelle. Les "conditions n'en sont pas encore réalisées", disent-ils; traduisez : l'unité de la gauche démocratique n'est pas faite.

Mais cette unité, de par la nature des partis qui veulent la construire, exclut à l'avance toute possibilité de transformer une crise sociale en assaut révolutionnaire contre le pouvoir. Les Mitterand et "autres démocrates" n'aspirent qu'à une relève pacifique du gaullisme et sans toucher aucunement aux rapports capitalistes d'exploitation. Mieux encore, ils prétendent tous, P.C.F. compris, que leur unité conjurera la crise sociale. Si on voit se réaliser jamais leur unité, on constatera vite que cette crise, qu'ils déclarent impossible ou inutile avant, ils s'empresseront de la décréter criminelle après.

**

La seconde chose à montrer c'est qu'un parti "communiste" qui accepte de défendre la démocratie devient *ipso facto* un défenseur inconditionnel de l'ordre bourgeois.

Devant les actes de violence du prolétariat, l'argument classique de la bourgeoisie est de déclarer que de tels actes, pardonables en régime de dictature, ne sont que vandalisme dans les pays où les élections et le parlement permettent à la "volonté populaire" de s'exprimer. Depuis la dernière guerre, elle pousse encore plus loin l'outrecuidance qui consiste à rejeter sur la classe exploitée la responsabilité des horreurs et barbaries de la classe exploiteuse. Du fascisme, de cette chair de sa chair, elle fait une sorte de punition immanente devant châtier toute la société si les victimes de la discipline forcée du capital s'avisent de ne plus la respecter. Face aux actes "sauvages" qui défraient la chronique de ces dernières années, le langage du P.C.F. et de l'U.D.R. est le même. Le premier parle de "provocation", le second de "désordre" et ils s'en jettent mutuellement à la tête les responsabilités. Mais leurs conclusions sont identiques : cela mène tout droit au fascisme !

A l'adresse des ouvriers, cette phrase signifie : restez tran-

quilles, supportez l'exploitation, sinon vous aurez la trique ! Il suffit d'expliquer dès lors pourquoi on la trouve sur les lèvres des prétendus représentants des travailleurs et quels intérêts elle y exprime. La classique résignation prêchée aux masses sous le signe de menaces de ce genre, le marxisme en a depuis longtemps identifié le support social : les classes moyennes chez qui la peur de la révolution l'emporte sur la haine du capital et qui, pour cette raison, se sont toujours rangées du côté de l'ordre bourgeois dans les périodes de grande convulsion sociale.

Le P.C.F. exprime le point de vue des classes moyennes parce que ce point de vue s'est toujours diffusé dans le prolétariat par le canal de l'opportunisme ouvrier et qu'il l'inonda littéralement lorsque l'Internationale communiste, il y a quarante ans, renia ses principes révolutionnaires et s'allia à la social-démocratie que Lénine définissait comme le nid des "agents ouvriers du capitalisme". Il n'est pas sans intérêt de rappeler que ce rapprochement s'effectua à partir d'une histoire de provocation !

C'était en 1933, lors de la sombre histoire de l'incendie du Reichstag. Les nazis au pouvoir en Allemagne depuis un mois, inculpaient pour ce "forfait", dont ils étaient probablement les instigateurs, l'anarchiste hollandais Van der Lubbe, le communiste bulgare Dimitrov et quelques autres comparses. Pour l'Internationale communiste, il s'agissait de choisir : ou revendiquer un acte, peut-être inopportuniste, mais conforme à ses buts révolutionnaires finaux ou, pour ne pas compromettre le rapprochement avec la social-démocratie, renier ces objectifs et faire chorus avec les démocrates bêlants de toute l'Europe qui larmoyaient sur ce crime de lèse-démocratie.

La III^e Internationale opta pour la seconde solution. Au procès de Leipzig, Dimitrov, se lavant de "l'infâme accusation" d'avoir attenté au temple de la démocratie, chargea Van der Lubbe comme "provocateur" en demandant qu'il soit con-

(Suite page 4)

VIETNAM

Les pacifistes de la dernière heure

Daniel ELLSBERG est un symbole : ex-capitaine des "marines", attaché militaire, faucon, le voilà colombe et apôtre du désengagement au Vietnam. Il est tout à fait symptomatique que ce soit cet homme dont le patriotisme ne peut être mis en doute qui fasse figure aujourd'hui de porte-parole des pacifistes américains. Après avoir été dans la guerre à outrance, les intérêts bien compris de l'Amérique sont-ils dans le retrait ? On peut le penser.

Il y a à cela une raison économique qui est la nécessité pour les U.S.A. de lutter, sur leur marché intérieur, contre les envahisseurs nippons et allemands. L'industrie légère et celle des biens de consommation voient en effet leur situation se dégrader du fait de l'inflation dont une des causes est l'importance des dépenses militaires. Les raisons sociales ne sont pas moins importantes, la bourgeoisie U.S. se préoccupe de la désintégration de son armée qui se répercute dans toute la société au rythme des démobilisations... et des désertions.

De toutes façons, la publication de documents "ultra secrets" par le "New-York Times" et le "Washington Post" montre qu'une partie influente de la bourgeoisie U.S. a fait son choix. Les Ellsberg et compagnie sont ses porte-paroles. D'aucuns diront "tant mieux si la bourgeoisie devient enfin raisonnable, mieux vaut tard que jamais, etc..." En fait, un éventuel désengagement militaire signifie simplement que l'impérialisme U.S. se décide à adopter des formes moins visibles mais plus efficaces de domination. Le rôle de l'intervention elle-même est terminé : il s'agissait, pour les U.S.A., de prouver qu'ils ne toléreraient pas un développement industriel non contrôlé par eux dans cette partie du monde. Cette preuve est faite au milieu des ruines de l'appareil productif indochinois.

L'économie étant détruite, les tiersmondistes diront que le retrait des troupes U. S. est une victoire morale pour le F. N. L. qui peut encourager d'autres peuples à secouer le joug... Il n'en est rien, car la reconstruction se fera sous l'égide de capitaux américains. Après avoir abandonné toutes leurs exigences initiales — en appelant à la participation électorale par exemple — les maquisards du Sud et le gouvernement du Nord seront contraints de demander l'aide financière et technique de leurs bourreaux. Ainsi on en reviendra à la forme classique de domination impérialiste, celle qui s'exerce par l'intermédiaire du crédit et des prêts.

De toutes façons, échapperait-il à l'emprise U. S., le Vietnam tomberait sous la coupe de l'U.R.S.S. qui montre en Egypte, en Inde et dans les démocraties populaires ce qu'elle entend par "aide fraternelle", lisez pillage colonialiste.

L'opération de retrait présente donc un double bénéfice pour la bourgeoisie américaine. D'une part, elle redore le vernis écaillé de la démocratie "américaine" en se payant le luxe d'une presse "libre", d'autre part elle tente de sortir d'une impasse économique et sociale. Pourra-t-elle y parvenir ?

Les problèmes de l'indiscipline, de la drogue et des conflits raciaux dans l'armée n'en seront pas résolus pour autant. La dégradation touche aussi bien les troupes stationnées en Europe et n'est que le reflet de la décomposition de l'ensemble de la société U.S. Quant à démobiliser massivement, il ne faut pas compter sur cette solution qui ferait monter le taux du chômage de façon "inacceptable" pour les bourgeois, c'est-à-dire trop risquée sur le plan social.

En ce qui concerne les mouvements de contestation, il n'est pas sûr que le retrait du Vietnam les désarme, au contraire ; les pacifistes et les révolutionnaires se retrouveront dans deux camps opposés une fois disparu le prétexte à cette unité d'action contre nature. L'anti-impérialisme, le tiersmondisme et le pacifisme en furent les thèmes, mais l'affaire Ellsberg montre que la bourgeoisie peut en jouer pour son propre compte. L'unique conclusion révolutionnaire du pourrissement actuel de la guerre du Vietnam est la faillite du tiersmondisme : ce ne sont pas les peuples du Tiers Monde qui abattront l'impérialisme. La lutte la plus importante oppose, au sein du premier bastion mondial du Capital, ceux qui veulent le détruire de fond en comble et ceux qui luttent pour son maintien, dussent-ils se couvrir du drapeau pacifiste.

Progrès technique et révolution sociale

Actuellement se développent des campagnes contre la pollution, contre l'implantation de centrales nucléaires (Fessenheim, Bugey-Cobaye) mettant en cause le sacro-saint progrès. Sacro-saint, car il sert à justifier d'une part tous les sacrifices imposés aux producteurs au nom d'une consommation toujours plus technique et plus artificielle, d'autre part la division sociale du travail, la séparation entre ville et campagne, etc. L'utilité du mythe du progrès technique pour la bourgeoisie est évidente. Toutefois, comme tout mythe, il repose sur une réalité.

L'accroissement continu des forces productives ne peut être nié, même si l'on estime qu'il s'exerce à l'encontre des besoins et non pour les satisfaire. Il faut donc distinguer l'appréciation "morale" et la réalité "physique" du phénomène. Deux positions sur le progrès existent, chacune négligeant un aspect du problème : celle des "adversaires" du progrès au nom de l'utilisation qui en est faite, celle des "inconditionnels" quelle qu'en soit l'utilisation. Les premiers visent à un retour à la nature ou pire à l'"homme naturel", mettant entre parenthèses quelques siècles de développement de l'hu-

manité. Les autres voient le salut dans une technicité toujours plus poussée, dans l'accroissement exponentiel du capital.

Il est inutile de dire auquel des deux groupes va notre sympathie ; il est évident que la révolution constitue une coupure complète, y compris pour la croissance des forces productives, dont le contrôle sera plus important que l'accroissement illimité. Ce n'est pas par hasard d'ailleurs que parmi les chantres du progrès illimité, sans bouleversement social bien sûr, se retrouvent les stalinien. Ces messieurs s'indignent entre parenthèses quelques siècles de développement de l'hu-

manité pacifique, c'est-à-dire la mort lente par leucémie ou cancer. Ils critiquent la politique salariale des grands groupes capitalistes, jamais la nature de leurs productions. S'ils demandent la nationalisation des monopoles, c'est pour accroître encore leur production. Ils sont partisans de changements juridiques dans la propriété mais s'inclinent devant les intérêts supérieurs de "l'industrie" et de la compétitivité. Ils ont enfin du socialisme une image répugnante de stakhanovisme à la mode soviétique.

Bref, ils veulent le capitalisme sans les bourgeois (ou plutôt en les remplaçant) alors que le capital se passe déjà très bien, à l'époque impérialiste, de la bourgeoisie elle-même. Cette "socialisation" du capital est d'ailleurs le tombeau de tout réformisme qui était encore possible à l'époque du capitalisme individuel, c'est-à-dire avant l'éviction des

(Suite page 4)

Panorama américain

II. - A semaine archi-courte, exploitation archi-longue

Les données récentes fournies par la presse sur l'évolution de la "semaine courte" aux Etats-Unis confirment une nouvelle fois la validité de notre position de classe et la nécessité pour le prolétariat de combattre pour la réduction radicale de la journée de travail, en opposition totale avec la ligne syndicale officielle, qui préfère une concentration de l'horaire hebdomadaire sur un moins grand nombre de jours. Ce ne sont pas des principes « abstraits », mais les faits eux-mêmes qui nous donnent raison.

Cela fait des années que la réduction de la durée du travail est à l'étude aux Etats-Unis, dans le pays le plus avancé du point de vue du capitalisme et donc de l'exploitation du prolétariat.

Une publication récente souligne qu'on a déjà expérimenté la semaine de 5 jours de 7-8 heures chacun (et mieux encore !) la semaine de 4 jours de 9 à 10 heures chacun (soit 35 à 40 heures au total). Actuellement, dans l'Etat de New-York et dans d'autres Etats de l'Union, certaines sociétés sont en train d'expérimenter la « semaine archi-courte », c'est-à-dire la semaine de trois jours avec 12 h. 30 de travail par jour.

Les promoteurs de ces expériences ne sont pas les bonzes syndicaux : il est évident là-bas qu'il s'agit d'une invention des capitalistes et nul n'oserait faire passer cela pour une « revendication » à « arracher par la lutte » comme cela risque, hélas, d'arriver chez nous. Ce sont les capitalistes eux-mêmes qui sont à l'origine de telles initiatives et qui le proclament ouvertement. Les bonzes américains n'ont plus qu'à faire « comprendre » à une classe ouvrière encore engourdie et dépourvue de conscience de classe que cette innovation « profite à tous » : le syndica-

lisme national est le même sous tous les cieux !

Pourquoi donc n'est-ce pas la même chose de travailler trois jours plutôt que cinq ou six, si le total des heures est le même ?

Si on se place du point de vue du capital, les avantages sont évidents. Lisons le rapport des « expérimentateurs » : d'abord « il est en général plus économique de faire fonctionner les machines sans interruption pendant 72 heures continues avec deux équipes, puis de les arrêter pendant 4 jours, que d'interrompre continuellement leur fonctionnement après quelques heures » (plus économique, mais pour qui sinon pour le capital, et pour lui seul ?). En outre, « on obtient plus de sous-pièces dans les rythmes de production; on peut employer plus de personnel (par exemple en faisant fonctionner les machines pendant toute la semaine, avec deux doubles équipes tournantes, ce qui réaliserait le rêve du cycle continu de production) ; on attire les femmes (qui ont souvent besoin de plus de temps libre pour les soins du ménage ; c'est-à-dire qu'on libère une plus grande quantité de force de travail pour le capital, en prolétarisant la main-d'œuvre à bon marché

des mères de famille et en dépréciant sur le marché du travail la « valeur » de la main-d'œuvre masculine); on obtient un meilleur rendement car il y a plus de concentration et de continuité dans le travail et qu'on ne voit plus d'absences d'un ou deux jours pour des maladies imaginaires. » (Comme on voit, le problème de « l'absentéisme » est également d'actualité aux U. S. A., où on a déjà trouvé la formule pour porter remède aux nuisibles « imaginations » des prolétaires). Ainsi, l'ouvrier, même épuisé par les cadences infernales et par la durée excessive de la journée de travail, ne s'absentera-t-il pas de l'usine, sinon quand il en sortira les pieds devant.

Mais continuons la lecture des avantages de la mini-semaine. En plus de tous ceux cités plus haut, elle « permet de sélectionner une force de travail plus stable et de niveau plus élevé ». Ici, par stabilité, il faut comprendre une armée bien encadrée dans l'usine, calibrée au millimètre près, où les « déchets » (par exemple ceux qui ont une fâcheuse tendance à tomber malade trop souvent) peuvent être éliminés sur le champ, grâce à l'accroissement de la demande d'emploi de la part de forces nouvelles, jeunes, dont l'énergie n'a pas été encore épuisée par la production,

comme les femmes, qui se sont « émancipées » de leurs fourneaux pour être enfermées trois jours par semaine dans une usine où elles accomplissent les mêmes tâches monotones et exténuantes que les hommes !

Bref, non seulement l'augmentation des profits est assurée, mais le capital acquiert une possibilité bien plus grande de contrôler, de dominer et d'acheter à bien meilleur compte la force de travail des prolétaires.

Mais dans tout cela, qu'y a-t-il d'avantageux pour les ouvriers ? « Plusieurs jours de liberté, ce qui leur permet d'avoir d'autres occupations rémunératrices ou utiles. » Vous avez bien compris ? Après trois jours de baigne « concentré » et avec la perspective de quatre jours de « liberté », l'ouvrier qui se retrouvera avec un salaire insuffisant pour satisfaire ses besoins élémentaires, pourra finalement donner à ses problèmes la solution « individuelle » que lui offre Sa Majesté le Capital.

En tant que classe, il aurait pu et dû se battre contre son entreprise, contre le système capitaliste dans son ensemble, pour la réduction de la journée de travail en même temps que pour l'augmentation des salaires. En tant qu' « individu », il peut résoudre son problème « personnel » en se trouvant un

autre job qui lui permette de compléter son salaire. D'où un nouvel avantage pour l'entreprise (que nos « expérimentateurs » se gardent bien d'avouer) : décharger hors de l'usine la tension sociale, tout en maintenant les salaires à un bas niveau (qui tend à diminuer toujours plus) et en augmentant en fait la durée du travail individuel.

Dans certains cas, il semble (d'après les enquêtes faites par ces mêmes « experts » bourgeois) que certains ouvriers, avec ce double emploi vont jusqu'à faire 50 heures de travail par semaine, sans compter les « temps morts » pris par les transports, etc...

Voilà la perspective grandiose qui nous vient des Etats-Unis, et qui se présentera tôt ou tard dans la vieille Europe, car les procédés d'organisation sociale du travail ont une diffusion uniforme à l'échelle internationale. Aux prolétaires de reprendre dès maintenant le programme du Parti révolutionnaire, et de repousser les propositions-bidon de la « société du week-end » souhaitée par les capitalistes et soutenue par les traitres opportunistes, toujours prêts à applaudir les mesures imposées par le capital comme de nouveaux « acquis » démocratiques, populaires et « socialistes ».

CHEZ LES ENSEIGNANTS

Un pas de plus vers le Lycée-garderie

Au Bulletin Officiel de l'Education Nationale, n° 21, du 27 mai 1971, on peut lire : « Les heures de classe » sont les temps forts de la vie scolaire (...), par opposition les autres temps paraissent ternes et peu profitables (...) ainsi la distinction entre les fonctions de personnel d'enseignement et celles de personnel de surveillance présente des inconvénients évidents. »

On va donc promouvoir - de façon purement verbale puisque rien ne vient améliorer leurs conditions de travail et de rémunération - les Maîtres d'Internat et les Surveillants d'Externat (M.I.S.E.) au rang « d'éducateurs » : « Même dans les tâches de simple surveillance ce serait une erreur de croire que ceux qui en sont chargés ne sont pas aussi des éducateurs ». Cette « promotion » cache la volonté de faire prendre en charge une partie des tâches de surveillance, baptisées « d'éducation » par les enseignants : « Parce que les professeurs jouissent du prestige que leur confère leur rôle d'enseignants, leur participation à l'entreprise éducative est de la plus grande importance. Il est souhaitable qu'un nombre de plus en plus grand d'entre eux puissent consacrer une partie de leur service à des tâches éducatives ».

UNE ATTAQUE CONTRE LES M.I.S.E.

Nous laissons à d'autres le soin de se lamenter sur la perte de « prestige » qu'il y a, pour des enseignants, à accepter des tâches de « vulgaire » surveillance ; ce qui nous intéresse dans cette circulaire, c'est qu'elle est une attaque en règle contre les M.I.S.E.

En effet, « les décharges de service ainsi attribuées auront une compensation : l'établissement abandonnera un certain nombre d'emplois de surveillants dont il dispose, sur la base d'un poste rendu pour 10 heures de décharge accordées ». Autrement dit, les enseignants qui

accepteront ce travail constitueront une pression contre une autre catégorie de salariés.

UNE AUGMENTATION HYPOCRITE DES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Un poste supprimé de M.I.S.E. représentant 28 heures de surveillance, il faudra recourir à 18 heures supplémentaires en plus de la décharge de 10 heures. C'est d'ailleurs là tout l'intérêt de la manœuvre pour l'Etat qui n'aurait aucun bénéfice à payer des heures de surveillance plus cher s'il n'avait à terme l'intention d'accroître la durée hebdomadaire du travail dans des proportions importantes.

Pour masquer cet accroissement, les heures supplémentaires faites au titre de « l'animation » ne figureront pas sur l'emploi du temps du personnel concerné : « C'est pourquoi ces heures d'éducation et d'animation, dont le total atteindra et dépassera même, certaines semaines, le double des heures de décharge accordées, ne devront pas figurer à l'emploi du temps des professeurs, qui disposeront ainsi de toute liberté dans l'organisation de ces activités ». Sous couvert d'activités culturelles on pourra donc travailler « volontairement » pendant les week-ends et même les vacances...

Le volontariat étant toujours le prélude à l'obligation, il est intéressant de prévoir qui, parmi les enseignants, va constituer la première fournée de cette « réforme ». Il y aura d'abord ceux qui sont obligés de recourir aux heures supplémentaires de par la modicité des salaires, mais surtout ceux dont la « pédagogie » est la mission. Ceux-là vont se précipiter sur cette magnifique occasion de se rapprocher des élèves, quitte à passer 30 heures par semaine avec eux. Il y aura

aussi bon nombre de « gauchistes » qui auront à cœur de ne pas laisser tomber dans de mauvaises mains des positions aussi stratégiques que le foyer socio-culturel.

En réalité, cette circulaire entérinée en droit une dégradation de fait de nos conditions de travail. Les enseignants font de plus en plus de la garderie dans des classes surchargées dont la seule raison d'être est qu'elles maintiennent le plus longtemps possible des jeunes hors du marché de l'emploi sans pour cela pouvoir leur assurer une formation quelconque. Comment s'étonner qu'on veuille nous faire faire de la garderie à temps plein ?

C'est pour cela que toute lutte menée au nom de la « qualification » est doublement réactionnaire : d'abord parce qu'elle approuve les divisions catégorielles en opposant la « noblesse » de l'enseignement à la « bassesse » de la surveillance ; ensuite parce qu'elle nie ce fait révolutionnaire qu'est l'irrésistible prolétarisation des salariés enseignants.

Comment lutter sans créer d'illusions sur le prétendu « statut » de l'enseignant ? Nous devons refuser ces heures non pas qu'elles seraient indignes de nous — à la limite peu nous importe le travail que nous faisons — mais parce qu'en les acceptant nous jouerions un rôle de jaunes vis-à-vis des M.I.S.E. et que nous contribuerions volontairement à l'allongement de la semaine de travail.

Soyons sûrs que d'autres attaques vont suivre contre l'ensemble des salariés de la Fonction publique ; les révolutionnaires doivent tirer les leçons de la perte inévitable de certains « privilèges » et montrer que c'est en tant que salariés que nous devons combattre.

La C. G. T. partout et pour tous... ... sur le dos du prolétariat ?

Le IV^e Congrès de l'U.G.I.C.T. (Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens C.G.T.) s'est inscrit dans une politique d'ouverture forcée en direction des classes moyennes sous le mot d'ordre : « La C. G. T. partout et pour tous ».

Le rapport d'activité de R. Le Guen définit ainsi la perspective alléchante que la C. G. T. propose aux Cadres : « La garantie et l'évolution (de la situation des Cadres, NdR) ne peuvent dépendre que de la lutte conduite par les Cadres et l'ensemble des travailleurs ».

Plus loin : « L'organisation spécifique que nous sommes (U.G.I.C.T.) doit être apte à apprécier les diversités des situations réelles (...) pour contribuer à dégager les aspects spécifiques des préoccupations, avec le souci permanent, non de les intégrer ou de les identifier aux préoccupations des autres catégories de travailleurs, mais d'en dégager les solutions en convergence avec celles qui sont préconisées et soutenues par leurs collègues ouvriers et employés » (souligné par nous, NdR).

Autrement dit il s'agit d'offrir « l'ensemble des travailleurs » aux Cadres pour que ceux-ci puissent faire aboutir leurs revendications (« préoccupations ») spécifiques. Ce que confirmera Ségué à ce même Congrès : « La C. G. T. et son U.G.I.C.T. offrent à tous les ingénieurs, cadres et techniciens la double possibilité d'agir de façon orga-

nisée en faveur de leurs revendications spécifiques, et de prendre part, avec l'ensemble des travailleurs, à l'action syndicale en tant que syndiqués à part entière ».

Mais quelles sont ces revendications spécifiques qui ne peuvent être intégrées ou identifiées à celles des autres travailleurs, sinon celles de serviteurs du capital ? C'est justement ces revendications spécifiques qu'un syndicat de classe devrait combattre. C'est en rejetant ce rôle de valet du patronat et les récompenses qui vont avec, que les ingénieurs, cadres et techniciens pourront, uniquement en tant que salariés, rejoindre le prolétariat sur son terrain de classe et s'aligner sur ses positions de lutte. Un syndicat de classe ne s'adresse qu'aux salariés !

Mais ceci est fort différent des soucis de M. Ségué, qui lui, pense que « ...le Congrès de l'U.G.I.C.T. témoigne que, dans la C. G. T., on ne parle plus de démocratie syndicale d'une façon formelle... ».

Ce qui signifie que les dirigeants de cette Centrale ne veulent pas risquer des consultations de l'ensemble des salariés qui pourraient faire triompher d'autres points de vue que ceux des catégories privilégiées qu'ils défendent.

Conclusion : la C. G. T. ou le syndicat des cadres et de l'aristocratie ouvrière !

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :

il programma comunista
journal bi-mensuel

et
Il sindacato rosso
mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au « prolétaire »

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Les fondements

du communisme révolutionnaire

Cette brochure ronéotypée de 56 pages reprend le compte rendu d'une réunion générale de notre Parti, paru dans le N° 1 du « Programme communiste », aujourd'hui épuisé. Le texte est articulé en trois parties principales :

- Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste.
- Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire.
- La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les « socialistes d'entreprise ».

Commandes au « prolétaire ». Prix : 3 F.

Il y a trente ans...

...l'U. R. S. S. devenait le support mondial de l'impérialisme

A quelques exceptions près, la presse a peu parlé de l'anniversaire d'un événement pourtant lourd de conséquences historiques : l'entrée en U.R.S.S. il y a trente ans, des armées d'Hitler, jusque là allié de Staline. Dans la mesure où le fait, en cette occasion a été commenté, ce fut pour répéter les classiques interrogations sur les "fautes" de Staline qui, au moment où les bombes nazies pleuvaient déjà sur les villes frontalières russes, se refusait encore à croire à cette "traîtrise" du III^e Reich.

L'intérêt d'évoquer cet anniversaire se situe bien ailleurs : dans la portée considérable d'un autre "tournant", celui qui affecte la Russie stalinienne, considérée jusqu'à l'éclatement de la guerre comme champion de la révolution mondiale et qui, en juin 1941, opta pour le camp le plus puissant de l'impérialisme. En entrant dans ce camp elle lui assurait en effet quelque chose qui dépassait tous les appuis économiques ou militaires possibles : l'adhésion idéologique et physique du prolétariat à la guerre du capital.

En tant que *guerre totale*, au sens social du terme, le second conflit mondial commence en juin 1941. Jusqu'à cette date, la guerre, même si elle se drapait déjà dans un prétexte idéologique, demeure parfaitement "classique" : rivalités entre blocs d'Etat, choc des armées régulières, populations qui subissent la conscription, les bombardements, l'invasion.

Après juin 1941, la croisade de guerre idéologique dont se réclament les belligérants cesse d'être affaire des Etats pour s'alimenter au sang d'une guerre civile ; les partisans et maquisards doublent les armées officielles ; les masses sociales adhèrent aux buts que poursuivent les impérialismes rivaux ; en un mot, le prolétariat mondial, quasi volontairement, se mobilise pour s'entretenir.

De ce tournant général, le stalinisme est l'artisan essentiel. Tant que l'U.R.S.S. pactise avec l'Allemagne nazie, la classe ouvrière, neutralisée et désorientée, ne démontre ni enthousiasme ni révolte à l'égard du conflit. En France, dans le seul pays où elle ait conservé quelque organisation jusqu'à l'éclatement des hostilités, elle est partagée entre, d'une part le désaveu d'une guerre que le P. C. clandestin dénonce comme *impérialiste* et motivée par les seuls intérêts de la City de Londres et, d'autre part, après la débâcle des Ardennes et l'armistice, une réaction mi-patriotique mi-pacifiste au spectacle du territoire meurtri.

La réaction patriotique se précisera lorsque le maréchal sénile auquel elle doit une paix précaire sur le plan militaire mais rigoureuse sur le plan social, deviendra pourvoyeur du vainqueur en travailleurs déportés outre-Rhin. A la haine qu'accumulent par ailleurs toutes les autres servitudes de la défaite, le tournant de Moscou, après l'invasion allemande de la Russie, donnera une direction et une issue.

Les chefs staliniens, dont certains, à l'époque de la lune de miel soviéto-nazie, sollicitaient auprès de la Kommandantur parisienne l'autorisation de faire paraître "L'Humanité", ont été, la plupart, préservés par leur propre arrestation, d'une plus grande compromission avec les autorités allemandes. Leur silence durant un an facilitera le tournant ultérieur du P. C. clandestin. Celui-ci, le moment

de la lutte mondiale contre le capitalisme. Sous Staline, le mouvement communiste international est subordonné aux intérêts diplomatiques et militaires de la Russie. Lénine appelait à la lutte ouverte de chaque prolétariat contre sa propre bourgeoisie. Staline suspend cette lutte, et même la sabote, dans tous les pays dont il recherche l'alliance. L'Etat soviétique, d'abord ennemi n° 1 du capitalisme mondial, pactise ensuite avec lui, devient enfin son auxiliaire, lui assurant l'obéissance totale du prolétariat.

Il est bien évident qu'en changeant de fonction l'Etat russe devait nécessairement changer de nature. C'est une chose malaisée à comprendre si on perd de vue que est le rôle *révolutionnaire* d'un appareil répressif : ce rôle consiste à détruire les rapports de production existants pour en libérer de nouveaux. En ce qui concerne l'Etat soviétique, la portée de cette destruction des rapports de production existants était plus que limitée au sein de sa sphère d'influence, nulle bien entendu à l'extérieur. A l'intérieur des frontières russes, elle se limitait à l'abolition de formes juridiques telles que la propriété privée des moyens de production, mais laissait intacts, en conservant le salariat et la monnaie, les rapports de production proprement dits, dont le développement préalable dans un sens capitaliste était d'ailleurs la condition indispensable d'un socialisme futur.

Hors de ses frontières, l'action de l'Etat russe ne pouvait dépasser l'appui et l'encouragement, par l'intermédiaire de l'Internationale et des partis communistes, à la lutte prolétarienne pour la destruction du pouvoir d'Etat national dans chaque pays. Dans le premier cas, c'était un acte efficace, mais plus de protection des rapports capitalistes contre toute tentative de restauration féodale que de destruction de ces rapports. Dans le second, une tension résolue en direction de cette destruction, mais subordonnée aux réussites et vicissitudes du mouvement prolétarien dans chaque pays.

Il est clair que si la seconde fonction venait à être abandonnée, la première devenait totalement distincte d'une perspective socialiste. Et s'il apparaissait, dans ces conditions, que la politique extérieure russe n'obéissait plus qu'à des *raisons d'Etat*, elle n'avait plus rien de commun avec la révolution communiste et le prolétariat.

Or ce qui caractérise la politique extérieure russe durant les dix années qui précèdent la guerre, c'est qu'elle est déterminée exclusivement par les intérêts de l'Etat soviétique, indépendamment de ceux du prolétariat mondial, voire opposée à ces intérêts. Jusqu'à 1935, l'U.R.S.S., pour obtenir le remboursement des dettes contractées en Russie par les industriels allemands, entretient de bons rapports avec le III^e Reich qui, pourtant, exterminait les communistes de ce pays. Mais la Russie tente ensuite de se rapprocher de la France pour faire pièce en "Pacte à Quatre" qu'Hitler propose à ce pays ainsi qu'à l'Angleterre et l'Italie : le pacte Staline-Laval qui en est la riposte, a pour principal effet de mettre un terme à la propagande anti-militariste du P.C.F. Le même jeu de bascule se poursuit jusqu'au cœur de la guerre : appui de Moscou au Front Populaire pour détourner vers l'Ouest l'expansionnisme allemand ; pacte germano-russe en 1939 pour le partage de la Pologne après le fiasco de l'alliance militaire tentée entre l'U.R.S.S. et les démocraties occidentales ; retour à cette alliance, élargie jusqu'aux Etats-Unis, lorsque la Russie est envahie par la Wehrmacht.

Ces tournants, qui n'ont qu'un mobile — la sauvegarde des rouages de la Russie et le développement de sa puissance économique et militaire — drainent dans cette direction exclusive toute l'activité des partis de la III^e Internationale dont le rôle, soi-disant communiste et révolutionnaire, se réduit en réalité, selon la formule fameuse du malheureux Boukharine, à œuvrer pour "la meilleure solution diplomatique et militaire en faveur de l'U. R. S. S."

On peut déjà, à cette époque, mesurer les conséquences de la révolution aberrante du mouvement communiste mondial : la défense de l'U.R.S.S. ne se justifiait que pour autant que l'Etat russe agissait, à l'échelle mondiale, comme un *facteur de révolution*. Or, c'est au nom des intérêts supérieurs de cet Etat que la révolution est abandonnée et même combattue ! Durant toute la guerre, en effet, les objectifs les plus élémentaires de lutte contre l'exploitation de classe cèdent le pas aux exigences de la politique d'Etat russe : le parti de Thorez servira de tremplin à De Gaulle, futur champion du "pouvoir des monopoles" ; les communistes de Mao épauleront Tchong-Kai-Tchek, massacreur du prolétariat cantonnais ; ceux de l'Inde cesseront toute propagande anti-colonialiste contre l'impérialisme anglais ; et même les communistes cubains devront soutenir le dictateur Battista, homme de paille des Etats-Unis !

Cette politique, qui pivote au gré des directives des maîtres du Kremlin, recouvre en réalité un changement total de *stratégie sociale* de tout le mouvement communiste international. Les conséquences de ses premières capitulations opportunistes n'ont pas de fin. Dès 1924 la III^e Internationale se lance dans la politique des fronts uniques avec la social-démocratie, prétendant ainsi détruire son influence réactionnaire sur les masses ouvrières. En agissant de cette façon, non seulement elle est battue "sur le terrain" par la bourgeoisie dans toutes les luttes frontales, infailliblement trahies par les "alliés" socialistes, mais encore elle se vide de toute substance programmatique, de toute cohérence et faculté d'initiative, se rend propre à devenir l'instrument servile de la contre-révolution stalinienne. De même qu'à l'échelle russe, par cette contre-révolution, le prolétariat internationaliste est subordonné aux intérêts mesquins et aux égoïsmes nationaux de la paysannerie, de même, à l'échelle mondiale et par les voies de la politique d'Etat de Moscou, c'est l'opportuniste social-démocrate, c'est-à-dire l'influence indirecte de la petite-bourgeoisie, qui ruine le mouvement communiste.

Le processus est brouillé par les tournants diplomatiques et les renversements d'alliance de Moscou, mais il se déroule, sur le plan social, toujours dans le même sens. Le Front Populaire, précédé dans les années immédiatement antérieures par le rapprochement entre les partis

des deux Internationales, consacre leur alliance commune avec un authentique parti bourgeois : le parti radical. Le prétexte idéologique en est la "défense des libertés", le contenu en sera la conversion totale au nationalisme : se vantant à la veille de la guerre d'être les meilleurs *démocrates*, les communistes dégénérés, durant et après le conflit, se poseront comme les seuls véritables *patriotes* !

**

La capitulation communiste devant la guerre repose sur un seul argument idéologique : l'antifascisme. En l'absence de mouvement révolutionnaire, la société peut supporter sans broncher les ironies les plus cinglantes de l'histoire ; ainsi la guerre qu'a couronnée la victoire militaire sur le "fascisme" a pu commencer par l'alliance de ses principaux champions avec le fascisme le plus atroce et le plus meurtrier : celui d'Hitler !

En fait le fascisme n'a rien à voir avec le carnage de vies humaines et l'ouragan de destruction qui ravagea le monde pendant quatre ans. La seconde guerre mondiale, tout comme la première, est une guerre impérialiste, une guerre pour les marchés, pour le partage du monde, une guerre "entre propriétaires d'esclaves se disputant d'autres esclaves à exploiter". Par rapport à celle qui la précéda vingt ans plus tôt, la différence entre leurs prétextes idéologiques respectifs est majeure, mais considérable celle qui découle de l'absence d'issue révolutionnaire à la fin du conflit et de la faculté consentie au capital par l'opportunisme d'utiliser au renforcement de sa conservation sociale les horreurs et catastrophes provoquées par ses propres contradictions.

Pendant près de quatre ans, le rapport des forces militaire en Europe fait de l'Allemagne hitlérienne le gendarme de tout le continent. Elle exerce cette fonction avec les moyens de domination déjà expérimentés à l'échelle nationale contre le prolétariat : répression violente, camps de concentration. Mais elle les enfle en raison de l'étendue de ses nouvelles frontières, l'Atlantique à l'Ouest, à l'Est presque l'Oural ; elle déporte en masse des forces de travail, elle extermine une armée de résistants qui s'accroît au rythme même de la répression qu'elle exerce. Pour toute la génération qui subit ce terrible holocauste, les causes et effets du génocide apparaissent nécessairement à l'envers. Elle impute au seul fascisme la responsabilité des horribles méthodes de la guerre moderne, alors que, dans la réalité, c'est la forme et l'étendue apocalyptiques de cette guerre qui requièrent les méthodes d'extermination dont le fascisme a seulement créé les prototypes. La différence d'explication est capitale : la guerre est le fruit des contradictions de l'impérialisme en tant que système mondial ; elle est, comme celle qui l'a

(Suite page 4)

Correspondance :

" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :
" le prolétaire "

C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

★ " prolétaire " : 6 mois.
★ " prolétaire " : 1 an.
★ " programme communiste "
★ combiné.

(entourer l'étoile)

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

Progrès technique et révolution

(Suite de la première page)

bourgeois des postes d'initiative économique.

Il y a un siècle, quand l'Etat bourgeois imposait aux capitalistes individuels des mesures visant à la survie du prolétariat (Bill des 10 heures) et donc à celle du capitalisme, il faisait œuvre réformiste. Aujourd'hui, la frénésie d'accumulation est telle que les intérêts, même à moyen terme, de l'humanité sont sacrifiés. L'Etat ne peut rien contre car il ne se heurte pas à la rapacité individuelle ni même à celle d'une classe, mais à un mouvement objectif qui s'exprime par la domination du travail mort sur le travail vivant. Là encore l'hypocrisie petite-bourgeoise du P.C.F. qui fait du socialisme le partage (ou l'investissement) de la part consommée par le "patronat", montre tout son caractère réactionnaire. Ainsi s'effondre tout réformisme qui tente d'assimiler le contrôle des forces productives à un choix politique. La production ne dépend plus du gouvernement des hommes, pas même des bourgeois, dont l'état toujours plus centralisé et gigantesque ne peut plus que planifier le suicide collectif. L'existence du capital est devenue incompatible avec celle de l'humanité.

C'est pourtant de cette négation de tout réformisme que naît un nouveau réformisme. Certes, nous reconnaissons que les adversaires du progrès prophétisent en quelque sorte le socialisme : l'abolition de toute production qu'ils réclament est la formulation maladroite de l'abolition de la production de marchandises, c'est-à-dire l'abolition de l'échan-

ge et de son cas particulier : le salariat. Certes, ils s'opposent radicalement à toute la merde petite-bourgeoise du P.C.F. et des gauchistes qui partagent la vision d'un "socialisme" concurrentiel, rentable et productiviste... C'est pourtant cette opposition au vieux monde qui les y replonge. Avoir compris que le capital et donc la forme marchande de l'économie mettent en cause l'existence de l'homme est une chose, en conclure que toutes les classes doivent lutter côte à côte face au danger "inhumain" commun en est une autre.

Cette conclusion est tout aussi fautive que celle du pacifiste qui tente de se persuader que tout le monde a à perdre et que, raisonnablement, personne ne la voulant, la guerre n'aura pas lieu. Les horreurs de la guerre, ou de la pollution, seraient sans doute un motif suffisant... si ces maux dépendaient de la volonté et non de la nécessité. D'ailleurs les pacifistes ont tôt fait de se transformer en "jusqu'au boutistes" quand la patrie est en danger. La lutte contre la guerre n'est donc pas une question d'information, pas plus que la guerre n'est due à l'inconscience de Pierre ou de Paul.

Là où le mouvement contre la pollution avoue ses limites, c'est précisément quand il fait siens des moyens de type "parlementaires" (pétitions, pression sur les élus locaux, témoignages de personnalités scientifiques, etc...). Ces méthodes sont en contradiction avec ses buts : il cantonne au domaine politique ou technique un problème dont la solution ne peut être que sociale.

Il y a trente ans...

(Suite de la page 3)

précédée vingt ans plus tôt, imputables à tous les gouvernements, à l'ensemble de la bourgeoisie comme classe ; l'acceptation commune n'en accuse que le pouvoir nazi et délivre un blanc-seing à ses adversaires militaires du moment.

De cette supercherie qui désarmera le prolétariat pour plus d'un demi-siècle devant le capital, les stalinien sont les plus talentueux auteurs. Grâce à eux l'illusion dure encore selon laquelle la forme démocratique de domination du capital est préférable à sa forme fasciste, alors que les vainqueurs occidentaux de l'Allemagne nazie ont démontré en Afrique et en Asie, n'avoir rien à lui envier en matière de sadisme répressif, tandis que plus personne ne peut ignorer que le système concentrationnaire russe ne le cède en rien à celui d'Hitler.

Selon l'alternative définie par Lénine au lendemain de la victoire du prolétariat russe, l'éclatement possible d'une nouvelle guerre impérialiste était une conséquence inévitable si la révolution communiste ne triomphait pas au moins en Europe. C'est seulement à partir de cette perspective qu'on peut comprendre que l'antifascisme, loin de constituer une riposte victorieuse au fascisme, a poursuivi en réalité son œuvre. Cette croisade prétendait défendre la liberté contre le totalitarisme. En réalité elle concourrait, par une voie différente mais complémentaire à l'égard du fascisme, à réaliser une tâche

identique à la sienne : plier le prolétariat à la seule solution que l'impérialisme puisse trouver à la crise économique et aux contrastes d'intérêt en Etats : la destruction, la guerre.

En Italie et en Allemagne, où la menace ouvrière subsistait après les défaites ouvrières de 1919-1920, la répression fasciste fut nécessaire pour obtenir ce résultat. En France, où une telle menace ne s'était même pas manifestée, ce fut le Front Populaire qui réalisa le même objectif par le ralliement massif des prolétaires à l'idéologie de défense de la démocratie.

La démocratie est la forme constitutionnelle de l'Etat bourgeois qui correspond aux périodes de calme social relatif durant lesquelles le mécanisme parlementaire joue efficacement comme soupape de sûreté du mécontentement ouvrier. Le fascisme c'est la tenue de guerre de la domination du capital dans les périodes tourmentées où elle est mise en cause. Mais démocratie et fascisme expriment la même oppression sociale et défendent les mêmes rapports de production. En optant pour la première contre le second, le communisme dégénéré renia son objectif révolutionnaire qui est la destruction de toutes les formes de l'Etat bourgeois, renonça à la lutte armée et à la perspective de la dictature du prolétariat, capitula définitivement devant les principes fondamentaux de la société d'exploitation qui interdit à la classe opprimée l'usage de la violence dont la bourgeoisie se sert en permanence que ce soit sous la forme insidieuse et démocratique ou fasciste et ouverte.

**

Non seulement les événements de juin 1941 décidèrent de l'issue militaire de la seconde guerre mondiale, mais ils déterminèrent également son issue sociale qu'on peut vérifier dans le bilan des trente années écoulées depuis.

Il importe peu, en définitive, de porter un jugement sur les deux tournants successifs de la politique russe en tant qu'expression d'une stratégie d'Etat. Encore moins de s'attarder sur la thèse chère aux tartuffes du P.C.F. selon laquelle la ligne sinieuse russe coïncidait nécessairement, en tant que politique de la "patrie du socialisme", avec tout mouvement progressiste dans les autres pays et, notamment avec "l'intérêt national bien compris" de la France. Une assertion aussi grossière n'a pu être soutenue qu'à la faveur d'un pur hasard historique : celui qui, rejetant finalement les Russes agressés par Hitler dans les bras des Américains, a réconcilié ainsi les "intérêts nationaux" respectifs de la France et de l'U.R.S.S., malencontreusement placés

par le pacte germano-russe dans deux camps militaires opposés.

La vérité historique qui se dégage des événements de juin 1941 est bien autrement importante : ces événements consacrent l'intégration définitive de l'U.R.S.S. dans le jeu des grandes puissances impérialistes. L'hypothèse d'une insurrection communiste se greffant sur la défaite allemande s'écroula d'une façon particulièrement spectaculaire en France lorsque Thorez, sur l'injonction des Russes, proclama la dissolution des milices patriotiques et des groupes irréguliers sur lesquels bien des "communistes" durant la Résistance, fondaient leurs espoirs d'une crise révolutionnaire à la fin du conflit. Le "fils du peuple" démontrait ainsi d'une façon éclatante qu'on ne peut servir à la fois la patrie... et la révolution !

On n'évoquera pas ici les conséquences logiques de cette position, le rôle de garde-chiourmes joué par le P.C.F. dans la reconstruction capitaliste, son tournant oppositionnel ultérieur lié à la rupture de la guerre froide entre Russes et Américains et, enfin, sa réintégration dans la "communauté nationale" que, depuis, il n'a plus jamais quittée. On rappellera seulement que, depuis que l'U.R.S.S. a pris le second rang dans le concert des grandes puissances mondiales et adopté les méthodes et structures les plus classiques de l'économie bourgeoise, rien ne s'oppose plus à ce que sa succursale française, emboîtant le pas aux tenants du capitalisme national, exalte sans retenue le productivisme et la division du travail, la science officielle et la grandeur patriotique, la rentabilité et la compétitivité des produits français, c'est-à-dire les tabous même de l'exploitation de la force de travail.

Juin 1941 consigne bien un tournant historique : celui à partir duquel l'Etat issu de la révolution d'Octobre abandonne les ultimes symboles qui rappelaient encore son origine prolétarienne et révolutionnaire.

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANCON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, SOCHAUX-MONTBELIARD, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARIERE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

LA PROVOCATION

(Suite de la première page)

damné parce qu'ayant agi contre le prolétariat". Il sauva sa tête ; l'anarchiste hollandais fut exécuté. L'unité socialistes-communistes, et au travers d'elle, la dissolution du programme prolétarien dans l'idéologie des classes moyennes, était scellée sur l'attitude infâme, maintes fois répétée depuis par le stalinisme, qui consiste à dénoncer les actes de révolte comme gestes de provocateurs !

Cette attitude politique était rigoureusement déterminée par le rôle contre-révolutionnaire de l'Etat stalinien. Mais toute tactique exprime une stratégie sociale, soit qu'elle en trace à l'avance les voies, soit qu'elle les confirme au grand jour. L'affaire du Reichstag précède l'alliance sociale du stalinisme avec les classes moyennes. L'attitude actuelle du P. C. F. à l'égard de la "provocation" révèle la nature de l'influence sociale qu'il exerce depuis parmi les ouvriers.

Hier il pactisait avec la social-démocratie en reniant la dictature du prolétariat. Aujourd'hui, tout en s'appuyant sur les catégories professionnelles privilégiées, il s'affirme défenseur de l'ordre auquel la petite bourgeoisie urbaine et rurale sont farouchement attachées. Sans doute est-il aberrant qu'un aussi grand nombre de catégories exploitées acceptent, tacitement, un tel comportement. Cette aberration est en réalité tout le secret de la domination moderne du capital.

Grâce à la productivité énorme du travail, à la corruption scientifiquement organisée des catégories multiples et, surtout, à la complicité des syndicats, l'idée s'est répandue, dans les masses ouvrières, qu'elles ont quelque chose à perdre en cas de "désordre" social. L'oppor-

tunisme moderne est l'expression même de ce phénomène. Il n'existe et ne prospère que pour autant qu'en échange de quelques miettes pour certaines catégories il sache maintenir l'ensemble de la classe salariée dans un état d'obéissance servile. Quand il affirme la possibilité d'accords durables entre capital et travail salarié, il ne théorise rien d'autre que sa propre condition.

Il ne peut donc admettre les révoltes "sauvages" : elles s'inscriraient en faux contre ses affirmations. A ses yeux il faut qu'elles soient des "provocations" : les Séguy et consorts risquent, si ces révoltes se généralisent, leur confortable position d'entremetteurs, de la même façon que les petits bourgeois risquent leurs privilèges sociaux si les véritables classes antagonistes en viennent aux mains.

**

Un précédent historique irréfutable démontre d'ailleurs que les opportunistes, qui redoutent tant la provocation en matière de guerre sociale, n'ont pas les mêmes scrupules lorsqu'il s'agit de la guerre impérialiste, de la guerre du capital. Lors du dernier conflit mondial, les attentats contre les soldats allemands, les grenades jetées sur "l'occupant", voire le drapeau tricolore simplement planté dans un village, c'étaient également des prétextes aux plus atroces représailles. Ces messieurs ne reculaient pas pour autant : c'était pour la patrie, pour attiser la haine nécessaire au carnage au finish entre prolétaires sous uniformes différents. La "provocation", alors, avait du bon ! Après avoir jeté le prolétariat mondial dans ce traquenard fratricide, qu'ils ne viennent donc pas afficher leurs soucis de ménager le sang ouvrier !

La provocation policière peut devenir une réalité. La classe ouvrière n'a pas à la redouter davantage que les autres armes de la bourgeoisie si elle sait à temps prendre le contre-pied du défaitisme que l'opportunisme répand dans ses rangs : jamais du côté de l'ordre, jamais du côté de la répression !

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1971

LISTES n° 6 et 7

- Théo, 2,50 ; S. et R., 80 ; Aarhus, 80 ; Aix, 4 ; Philippe, 10 ; Arthur, 100 ; Gérard, 40 ; R. et R., 40 ; J. P., 5 ; Paris, 65 ; Bistrot 27 ; Permanence, 74 ; Souscription générale, 683 ; Aix, 4 ; Gérard, 14,50 ; André, 70 ; Local, 10 ; Strasbourg, 250.
- Esso, 10 ; Anita, 10 ; Réunion publique Paris, 170 ; Permanence, 28 ; Gastro, 20 ; Réggio Emilia, 10 ; Pour l'anniversaire d'Ottorino, 110 ; Pluto, en mémoire d'Amadéo, 110 ; Un camarade liégeois, 50 ; Mahieu, 4 ; Permanence, 67,40 ; Dijon, 10 ; Saint-Etienne, 10 ; Réunion publique Paris, 280 ; Mario, 10 ; Permanence, 70 ; Porto Soviétique, 10 ;
- Bordeaux, 140 ; Viva Zapatta, 25 ; Dominique, 250 ; Paris, juin, 856 ; Pour offset, 550 ; André, 70 ; Soutien, Emile, 10 ; Piccino, 20 ; Croix, juillet, 20 ; C., 70 ; Souscription exception., 4.500 ; Christian, 70 ; André, 70 ; Soutien Marie-Louise, 5 ; François, 120 ; Gérard, 40 ; Lucien, 19 ; R. et R., 40 ; Souscription générale, 3.350.
- Totaux listes 6 et 7 11.164,00 F
Total précédent 14.158,40 F
Total général 25.322,40

Correspondants Ouvriers,

Les lecteurs de "Syndicat de classe" et du "proletariere" qui auraient des informations à nous communiquer sur la vie de leur entreprise ou sur des épisodes de la lutte ouvrière sont priés de nous les envoyer à l'adresse du journal.

La correspondance avec le journal prolétarien est déjà un acte de lutte !

Chacun son tour...

En décembre dernier, le bon philistin démocratique français s'estimaient heureux de ne pas habiter en Espagne, ce pays barbare et « fasciste » où le pouvoir avait osé prononcer des peines de mort. Il pouvait se dire plein de soulagement que chez nous c'est quand même différent ; que le gouvernement y est quand même plus humain, que la démocratie est en fin de comptes une bonne chose.

Aujourd'hui, c'est le bon philistin patriote espagnol qui se sent plein d'aise, qui regarde de haut son confrère français et il a aussi ses "bons" motifs ; des centaines de travailleurs d'Afrique noire, du Sénégal, du Mali, de la Guinée et d'autres pays de l'Afrique francophone (il faut lire : soumise à l'impérialisme français), croyant échapper à la misère, viennent se faire exploiter sur le sol français en vertu des conventions de Yaoundé. Ils débarquent dans les ports du nord de l'Espagne puis, sous divers prétextes, ils se font refouler à la

frontière française à Hendaye. La France refuse de les recevoir et renvoie en Espagne ceux qui ont réussi à traverser la frontière clandestinement par les Pyrénées.

La municipalité d'Irun se voit donc obligée de pratiquer la charité à leur égard, de les parquer dans les églises et les écoles et de les nourrir à la soupe populaire en attendant une autre solution. Et le philistin espagnol de se gonfler d'orgueil : nos traditions sont quand même plus humaines, nous ne sommes pas racistes comme nos voisins français, etc., etc...

Tous les Etats bourgeois jouent donc chacun à son tour le rôle de méchant ; c'est une question de circonstances, d'occasions, puisqu'ils sont tous guidés par un même intérêt, celui du Capital. Démocratiques ou policiers, ils sont tous de même nature. Le prolétariat n'a pas à défendre une forme de domination bourgeoise contre une autre. Son seul devoir est de détruire la dictature du capital.

PERMANENCES DU PARTI

★ A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. - Le samedi 7 août, de 15 h. à 19 h. - Le dimanche 1^{er} août de 10 h. à 12 h., au siège du "proletariere", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.

★ A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "proletariere", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).